



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement
Boisement de terres agricoles situé Chemin de la Grande Bocquetière
sur la commune de SAINT-SATURNIN-DU-LIMET (53 - Mayenne)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3-1 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2025/SGAR/78 du 27 mai 2025 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2025/DREAL/N° SDR-25-AG-05 du 9 septembre 2025 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°004961 relative à un boisement de terres agricoles situé Chemin de la Grande Bocquetière sur la commune de Saint-Saturnin-du-Limet, déposée par le GFR de Beauchêne, représenté par M. Derek DE VILLENFAGNE DE SORRINES, et considérée complète le 01 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°47c de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement « premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 ha » ;
- qui consiste à créer un boisement en onze îlots, d'une surface totale de 11,17 ha, notamment destiné à la production de bois d'œuvre, et composé d'essences feuillues de chêne sessile, de chêne rouge, de merisier, de noyer hybride, de noyer commun, de robinier faux acacia, de hêtre, d'aulne glutineux, de châtaignier, d'essences résineuses de pin noir d'Autriche, de pin maritime, de pin sylvestre, de cèdre de l'Atlas, de douglas vert, et d'essences d'accompagnement de bouleau verruqueux, de séquoïa sempervirens et de thuya géant ;
- qui prévoit de planter trois essences minimum par îlot, et d'entourer systématiquement les peuplements résineux de bordures feuillues ; la densité de plantation sera de l'ordre de 2 500 plants/ha ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- Chemin de la Grande Bocquetière (parcelle cadastrale ZC n°3) sur la commune de Saint-Saturnin-du-Limet (53) ;
- en dehors de tout périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;
- sur une parcelle identifiée en partie en zones humides de la carte pédologique du Conseil Départemental de la Mayenne (hydromorphie de classe 4 essentiellement, 5 plus ponctuellement) ; ce classement étant en partie confirmé par le Référentiel national du réseau partenarial des données sur les zones humides ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- le projet prévoit de :
 - conserver les haies, arbres et talus existants ;
 - maintenir hors plantation une bande de 15 m aux abords du cours d'eau le Chéran, ainsi qu'autour de la mare existante à l'ouest du périmètre de projet ; cette bande de recul permettra aussi l'accès pour l'entretien du cours d'eau et de la ripisylve ;
 - protéger les plants contre le gibier (latex pour les résineux et gaines pour les feuillus) ;
- aucun peuplier ne devra être planté et des essences feuillues d'origine locale seront à privilégier ;
- en phase de travaux, il conviendra de ne pas perturber le fonctionnement des zones humides (création de fossés à exclave) et de minimiser la perturbation de la couche arable pendant la plantation (compactage du sol, déchets...) ;
- il est prévu un travail préalable d'aération du sol par un labour uniquement sur les lignes de plantation (espacées de 2 m) ; si un sous-solage est prévu, il conviendra de réaliser ce travail préalable de sous-solage perpendiculairement à la pente pour éviter un effet « drainant » ;

- des travaux réguliers de dégagement sont prévus durant au moins les cinq premières années suivant la plantation ; il n'est prévu aucun arrosage, ni aucune utilisation de produit phytosanitaire ; dans les plantations résineuses, un élagage à deux mètres sera réalisé entre l'âge de 20 et 30 ans ; dans les plantations feuillues, une taille de formation sera réalisée entre l'âge de 15 et 30 ans ; la récolte des bois se fera par éclaircie ;
- le porteur de projet devra s'assurer que la conversion de ces prairies respecte l'arrêté du 31 octobre 2023 établissant les ratios régionaux de prairies permanentes 2023 pris en application du D614-45 du code rural et de la pêche maritime ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de boisement situé Chemin de la Grande Bocquetière sur la commune de Saint-Saturnin-du-Limet, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GFR de Beauchêne et publié sur le site Internet suivant : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Pays de la Loire>

Fait à Nantes, le 29/octobre 2025

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des
Territoires et Évaluation (SCTE)

Signé

Annaïg LE MEUR

Délais et voies de recours pour les décisions imposant la réalisation d'une étude d'impact

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à la réalisation d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux mais doit, sous peine d'irrecevabilité, donner lieu à un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans ce même délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire devront être réalisées à partir du portail de l'évaluation environnementale à l'adresse suivante :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/>

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite rejetant le recours administratif préalable obligatoire.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent :

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette

– CS 24 111 –

44041 NANTES cedex 1

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours ou Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr.